



Sanctions occidentales contre la Russie: la Turquie dit non

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 23 mars 2022

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

En dépit des pressions qui se poursuivent, la Turquie continue fermement de refuser à se joindre aux sanctions à l'encontre de la Russie. Malgré plusieurs divergences existantes avec Moscou, l'approche pragmatique turque démontre que l'axe atlantiste est loin d'être soudé.

«La Turquie n'a pas participé aux sanctions contre la Russie et n'a pas l'intention de s'y joindre» – c'est ce qu'avait déclaré Mevlüt Çavuşoğlu, ministre turc des Affaires étrangères, [cité](#) par l'agence de presse *Anadolu*.

Une posture saluée par son homologue russe Sergueï Lavrov, qui a de son côté [affirmé](#) «qu'Ankara suit une ligne pragmatique concernant la crise ukrainienne», avec une approche très équilibrée. Pour autant, cela ne signifie pas que les deux pays soient sur la même ligne dans ce dossier, comme dans d'autres.

En effet, le leadership turc avait condamné l'opération militaire russe en Ukraine. Et ce n'est évidemment pas le seul point de discord existant entre la Turquie et la Russie. Faut-il rappeler qu'Ankara et Moscou possèdent des approches divergentes, voire diamétralement opposées, dans de nombreux dossiers régionaux et internationaux: Syrie, Libye, Caucase du Sud, pour ne citer que cela.

Ceci étant dit, tout ne sépare pas les deux pays à l'international, loin de là et cela s'est traduit par des approches similaires ou assez proches dans plusieurs autres dossiers: Biélorussie, Venezuela, Centrafrique, Mali. Plus que cela, les deux nations possèdent de très importants intérêts économique-commerciaux conjoints – du secteur énergétique jusqu'au nucléaire civil, en passant par le tourisme, l'agroalimentaire, le textile ou le secteur du BTP. L'aspect économique représentant certainement la partie d'intérêt stratégique pour les deux parties.

Evidemment, la meilleure caractéristique qui peut être donnée à la politique turque dans sa posture internationale est celle d'équilibriste – sachant promouvoir ses intérêts de concert avec les grandes puissances non-occidentales eurasiennes, sans pour autant fermer le chapitre de son appartenance à l'Otan. Une approche d'ailleurs qui lui a valu de nombreuses critiques de la part de plusieurs de ses alliés atlantistes.

Dans le cas ukrainien, il ne faut pas non plus oublier que la Turquie avait fourni un certain nombre d'armements au régime kiévien, y compris les fameux drones *Bayraktar TB2*. Ce qui pourrait d'ailleurs être considéré comme une prise de position en faveur dudit régime, bien

que le plus important pour Ankara soit surtout la possibilité de continuer à promouvoir ses drones de combat à l'échelle internationale, pour des rentrées économiques supplémentaires.

Le fait est que le refus de la Turquie de se joindre aux sanctions contre la Russie, tellement promues par l'establishment occidental, confirme plusieurs aspects. Tout d'abord qu'Ankara maintient sa propre ligne politique à l'international, faisant du pays certainement le seul acteur assez indépendant au sein de l'Otan. De l'autre, la posture du leadership turc s'apparente à celle d'observer la suite des événements, comprenant parfaitement que le monde de la domination unipolaire occidentale est terminé. Et ne souhaitant donc pas se trouver, du moins complètement, dans le camp des perdants.

Il est évident que ne serait-ce que devant sa propre opinion publique intérieure, l'objectif du gouvernement turc actuel sera de dire: «vous voyez, nous n'avons pas adopté la même approche que les Occidentaux, et c'est cela qui nous permet de dire que nous n'avons pas perdu». Quant aux relations économiques avec la Russie, stratégiques pour la Turquie, cette dernière souhaite non seulement les maintenir, mais surtout de pouvoir tirer intelligemment profit de la situation actuelle, à l'heure d'une quasi-rupture relationnelle entre Moscou et l'Occident.

Selon nombre de sources informées, plusieurs opérateurs économiques turcs souhaitent justement soit élargir leur présence économique en Russie, et pour certains de prendre la place tout simplement de plusieurs acteurs occidentaux, notamment européens. A l'heure où ces derniers subissent d'énormes pressions de la part de leurs gouvernements et d'une partie de leur opinion publique pour stopper leurs activités commerciales en territoire russe.

En ce sens et connaissant parfaitement le talent des entrepreneurs turcs, il ne faut certainement pas douter qu'ils trouveront leur bonheur dans les nouvelles opportunités qui s'ouvrent à eux. Cela sans oublier, que plusieurs acteurs économiques russes voient également la Turquie comme l'une des destinations à privilégier dans le cadre de leurs activités à l'international, y compris en matière d'investissements.

Enfin et au-delà de cette capacité turque à savoir ménager ses intérêts avec incomparablement plus de souveraineté et de pragmatisme que ses homologues d'Europe bruxelloise, sa posture démontre également le manque évident d'unité au sein du bloc atlantiste. Aussi, il est certain que si un Etat comme la Roumanie ou l'Estonie, aurait tenté d'avoir une approche similaire, peu s'en soucieraient vu leur poids minime sur le plan politique et économique.

Mais dans le cas de la Turquie - deuxième effectif armé de l'Otan et onzième puissance économique mondiale en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat - il est totalement évident pourquoi l'équilibrisme pragmatique d'Ankara soit si amer pour les plus radicaux des atlantistes et nostalgiques de l'unipolarité par la même occasion.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](https://www.mondialisation.ca/), Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca